

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
25 rue des Ailes  
ZA les Papillons  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 04/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **WEFOLD Tours (ex GAULT ET FREMONT)**

Rue des Yvaudières  
37700 Saint-Pierre-Des-Corps

Références : 2024 / 742  
Code AIOT : 0010000679

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2024 dans l'établissement WEFOLD Tours (ex GAULT ET FREMONT) implanté 16 rue des Yvaudières 37700 Saint-Pierre-des-Corps. L'inspection a été annoncée le 06/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- WEFOLD Tours (ex GAULT ET FREMONT)
- 16 rue des Yvaudières 37700 Saint-Pierre-des-Corps
- Code AIOT : 0010000679
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GAULT ET FREMONT fait partie du groupe GUILLIN depuis 2021. Elle emploie, au sein de son établissement implanté sur la commune de Saint-pierre-des-Corps, environ 230 salariés dont une vingtaine d'intérimaires. Le site s'étend sur près de 40000m<sup>2</sup> de surface de terrain, dont 24000m<sup>2</sup> de surface couverte. Elle fabrique et imprime plusieurs formats de boîtes cartonnées (pour pâtisserie, traiteur, pizza, «snacking») ainsi que plusieurs formats de sacs papier alimentaires (sacs pour sandwichs, croissants, fruits et légumes, pains, ...). Elle a notamment l'exclusivité de la production destinée aux grandes surfaces CARREFOUR et SUPER U pour la France. La société fonctionne du lundi au vendredi, en 3x8, pendant 245 jours à l'année. L'atelier de flexographie fonctionne sous ce même format soit 5880 heures à l'année (20 machines d'impression par flexographie à l'heure actuelle), alors que la reproduction graphique par procédé offset fonctionne en 2x8 pendant 245 jours soit 3920 heures à l'année (1 machine). L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral n° 15833 du 2 mai 2001 pour ses activités de transformation du papier/carton (rubrique 2445 de la nomenclature ICPE), ses activités d'impression par flexographie (rubrique 2450), et ses activités d'application de colles (rubrique 2940). Le jour de l'inspection, l'exploitant a fait valoir un projet d'optimisation de l'usine consistant à améliorer les conditions de travail, fluidifier les flux industriels, et augmenter la production. Les premières étapes de ce projet interviendront début 2025 (voir corps du rapport).

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- ATEX
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.I.1.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
2	Plan de gestion de solvant	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
3	Zones à atmosphère explosible et affichage	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.3.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
4	Vérification et entretien des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.5.3	/	Demande d'action corrective	60 jours
6	Trappes de désenfumage s	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.1.5	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
7	Entretien et contrôle (Trappes de désenfumage)	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.5.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Plan des réseaux d'évacuation des eaux	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.I.2.3.b	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
9	Moyens d'intervention en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.4.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
10	Capacités de rétention des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.II.1.1.b	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
12	Entretien et contrôle (moyens d'intervention en cas d'incendie)	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.5.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
13	Identification des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.II.1.2 et 2.VIII.1.5	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Vérification des installations de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Susceptible de suites	Sans objet
11	Entretien et contrôle (vannes d'obturation des réseaux)	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.5.4	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	Capacités de rétention	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.II.1.1.a	Susceptible de suites	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats faits lors de cette inspection sont repris au sein des tableaux ci-dessus.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Modification des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.I.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Modification des installations
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 24/03/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet d'Indre-et-Loire avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les activités principales exercées au sein de l'établissement sont restées les mêmes bien que les volumes associés aient sensiblement évolué. Certaines rubriques ont également été supprimées mais le classement global des activités exercées, au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, reste inchangé pour les rubriques relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant a fait valoir, lors de cette inspection, un projet de restructuration de l'établissement, sans extension des bâtiments, visant à améliorer les conditions de travail, fluidifier les flux industriels, et augmenter la production au travers des actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>externalisation de la totalité du stockage de produits finis sur un entrepôt délocalisé situé en Indre-et-Loire à partir de janvier 2025 (45000 palettes),</li> <li>réorganisation du stockage de matière première,</li> <li>réorganisation de la halle de production (bâtiment initial) avec enlèvement de quelques vieilles machines et modernisation du parc (a minima acquisition de 4 machines HOLWEG supplémentaires + 1 machine d'impression par flexographie)</li> <li>optimisation du mode opératoire d'utilisation des encres pour mieux répondre à la réglementation (captation, etc)</li> </ul>

- zone de bureau à créer au sein de la zone de production
- école de formation du personnel de la société intramuros à créer

Ces éléments s'accompagneront de :

- la réfection de la dalle de la halle de production
- le désamiantage de la toiture du bâtiment le plus ancien correspondant à la halle de production
- l'isolation de la toiture de ce bâtiment
- la pose de trappes de désenfumage actuellement inexistantes
- la dépollution de l'ensemble des réseaux de l'établissement (réseaux/conduites)

L'exploitant a indiqué pour ce faire que les 1ers travaux interviendront en janvier/février 2025.

Par conséquent, il a été alerté sur l'obligation réglementaire, selon les dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement, d'adresser un porteur à connaissance au préfet concernant l'ensemble de ces modifications, dans les plus brefs délais au vu des 1ères échéances du projet et notamment avant leur réalisation, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires (soit avant la fin de l'année).

Sans pour autant être suffisants, il a été précisé à l'exploitant que ces éléments d'appréciation devront a minima comporter :

- un descriptif/présentation du projet/des travaux
- un positionnement clair sur le classement des activités au regard des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (rubriques 3000 et 4000 y compris)
- un calendrier des étapes du projet et des travaux
- les mesures de prévention encadrant la période de travaux/activités réalisés en parallèle
- une évaluation des impacts sur les prélèvements/rejets eau/air/déchets
- tout élément sur la prévention du risque incendie
- une tude D9/D9A et les travaux à prévoir pour la mise en confinement des eaux d'extinction
- la à jour de l'étude de flux thermiques
- les plans nécessaires à la bonne compréhension du projet/des réseaux, etc.

=> En dépit des modifications projetées par la société Gault et Frémont pour lesquelles les premiers travaux interviennent début 2025, l'exploitant n'a pas adressé au préfet de porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciations nécessaires conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion de solvant
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de gestion 2023 a été présenté en séance sans avoir été transmis au préalable aux services d'inspection (obligation réglementaire annuelle avant le 31 mars de chaque année).</p> <p>Il a été constaté l'absence de chapitre présentant les axes de réflexions et actions engagées visant à réduire la consommation de solvants de l'établissement.</p> <p>Par ailleurs, si le plan de gestion de solvants établi vise à déterminer l'ensemble des consommations de solvants (listing complet des solvants consommés présenté au sein du PGS) et flux sortants, plusieurs incohérences ou manques ont été pointées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le total des émissions de solvants (51,693 tonnes) est supérieure à la consommation globale de solvants (44,932 tonnes),</li> <li>• le calcul des émissions diffuses (7,159 tonnes) n'a pas été clairement justifié,</li> <li>• le plan de gestion de solvants n'identifie pas pour chaque solvant les phrases de risque et critères annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</li> </ul> <p><b>=&gt; Les éléments d'information du plan de gestion de solvants doivent être retravaillés de façon à ce que :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• chaque tonnage soit justifié et confirmé,</li> <li>• les mentions de danger et critères annexe II de l'AM du 2/2/98 soient identifiés,</li> <li>• un chapitre soit intégré présentant les axes de réflexions et actions engagées visant à réduire la consommation de solvants de l'établissement</li> <li>• le plan de gestion de solvants de l'année "n" soit adressé aux services d'inspection au plus tard le 31 mars de l'année "n+1".</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

### N° 3 : Zones à atmosphère explosible et affichage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zones à atmosphère explosible et affichage
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant définit sous sa responsabilité, les installations ou parties d'installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées ou produites, seraient susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes Sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations ; il définit, également, les zones dans lesquelles seraient susceptibles d'apparaître des atmosphères pouvant aggraver le risque d'incendie.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces installations ou parties d'installations la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques) qui les concerne. Ce risque est signalé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente inspection (mars 2022), l'exploitant a indiqué que l'étude sur le zonage ATEX avait été actualisée par la société ACANTHE (intervention en 2020) sans que l'affichage qui en découle soit réalisé dans les secteurs concernés.</p> <p>L'affichage relatif à la réglementation ATEX a depuis été réalisé au niveau des installations concernées de l'établissement excepté concernant une conduite de gaz aérienne située au niveau de la zone de production.</p> <p><b>=&gt; L'exploitant n'a pas finalisé l'affichage ATEX correspondant à l'étude ACANTHE réalisée en 2020 sur les installations de l'établissement.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées</p>

un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 4 : Vérification et entretien des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification et entretien des installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation électrique est entretenue en bon état et périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les documents justificatifs seront conservés 3 ans au minimum.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La dernière vérification des installations électriques a été réalisée par l'APAVE le 5 décembre 2023. Le certificat Q18 rédigé consécutivement conclut à l'absence d'anomalie électrique. L'exploitant a confirmé la nouvelle vérification prévue le 10 novembre 2024.</p> <p>L'examen thermographique 2024 réalisée par l'APAVE a conclu à l'existence de 8 points d'échauffement dont 7 ont fait l'objet d'actions correctives. L'exploitant a indiqué que la dernière anomalie présente au niveau de la machine à impression par flexographie TECHNICA sera levée par le remplacement de cette machine par la nouvelle machine à impression par flexographie (investissement à venir dans le cadre du projet d'optimisation et de modernisation de l'établissement évoqué précédemment).</p> <p><b>=&gt; Un point d'échauffement présent au niveau des installations électriques identifié lors du contrôle thermographique APAVE 2024 reste à solder.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 5 : Vérification des installations de protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations de protection contre la foudre
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.  Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.  L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La dernière vérification annuelle des installations de protection contre le risque foudre a consisté en la réalisation d'une vérification complète réalisée par l'APAVE le 6 février 2024. Il en est ressorti une anomalie sur un des compteurs. L'équipement a été rendu fonctionnel par un simple changement de pile.  L'exploitant a par ailleurs justifié réaliser cette vérification annuelle en alternance entre vérification visuelle et vérification complète. Il a également indiqué assuré en interne un contrôle mensuel visuel des dispositifs de comptage de coups de foudre.  =&gt; Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Trappes de désenfumages

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.1.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Trappes de désenfumages</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les bâtiments abritant les ateliers et les locaux d'entreposage ne sont pas équipés en totalité, sur la partie haute des installations, de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.  L'exploitant a indiqué que, dans le cadre du projet d'optimisation et de modernisation de l'établissement, la toiture du bâtiment le plus ancien, correspondant à la halle de production et au secteur administratif, sera désamiantée, réisolée, avec pose de trappes de désenfumages sur toute la superficie en réponse aux dispositions réglementaires (couverture de 2% minimum de la surface de toiture par des dispositifs de désenfumage). Néanmoins, l'exploitant a également indiqué que l'ensemble de ces travaux va s'échelonner par phase de début 2025 à fin 2026. Ces</p>

éléments seront repris au travers du porter à connaissance traitant des modifications projetées de l'établissement et adressé au préfet comme indiqué ci-dessus.  
**=> Le bâtiment le plus ancien abritant des secteurs de production et administratifs n'est pas équipé de trappes de désenfumage.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 7 : Entretien et contrôle (Trappes de désenfumage)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.5.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien et contrôle (Trappes de désenfumages)

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 24/03/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Tous les matériels de sécurité et de secours sont régulièrement entretenus pour être en état permanent de fonctionnement. Ils sont vérifiés au moins une fois par an.

**Constats :**

La dernière vérification des trappes de désenfumage existantes au sein du bâtiment le plus récent (secteur logistique de stockage de la matière première et atelier d'impression par flexographie et production de sacs : respectivement 19 et 14 trappes de désenfumage) a été réalisée par la société EUROFEU début octobre 2024. Il ressort de cette vérification la nécessité d'intervenir sur 4 équipements, pour un changement de filtre et 3 changements de vérins. L'ensemble des équipements reste néanmoins fonctionnel en l'état.

**=> Quatre trappes de désenfumage, bien que fonctionnelle en l'état, n'ont pas fait l'objet d'actions correctives à l'issue du dernier contrôle de la société EUROFEU (changement filtres et vérins attendus).**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 8 : Plan des réseaux d'évacuation des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.I.2.3.b
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des réseaux d'évacuation des eaux
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des, installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que le plan des réseaux était en cours de mise à jour, le travail étant fait pour les eaux usées sanitaires et les eaux industrielles, mais pas encore finalisé concernant les eaux pluviales non polluées et potentiellement polluées.</p> <p>Il a été rappelé que le plan des réseaux d'évacuation des eaux doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...);</li> <li>• les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>• les ouvrages de toutes sortes (séparateurs à hydrocarbures, vannes d'obturation, compteurs...);</li> <li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul> <p><b>=&gt; Le plan des réseaux n'a été que partiellement mis à jour (partie eaux usées sanitaires et eaux industrielles faite mais pas encore finalisé concernant les eaux pluviales non polluées et potentiellement polluées (eaux d'extinction d'incendie y compris)).</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

**N° 9 : Moyens d'intervention en cas d'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.4.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 24/03/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ils sont, au minimum, constitués :

- d'un réseau d'eau alimentant des poteaux d'incendie de 100 mm ou de 2 x 100 mm de diamètre, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés ; ce réseau ainsi que, si nécessaire, la ou les réserves d'eau de l'établissement doivent pouvoir fournir aux poteaux d'incendie un débit de 60 m<sup>3</sup>/h au minimum sous une pression résiduelle de 1 bar au minimum. Le réseau et les réserves d'eau en question doivent pouvoir également fournir un débit suffisant pour alimenter les Réseaux d'Incendie Armés et le système d'extinction automatique.
- de Robinets d'Incendie Armés, protégés du gel et répartis dans les différents bâtiments, en fonction de leurs dimensions et des risques, et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées.
- d'installations d'extinction automatique à eau pulvérisée.
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles, facilement accessibles et placés en des endroits signalés,
- de produits absorbants, d'au moins 0,1 m<sup>3</sup>, maintenus meubles et secs et de pelles.

**Constats :**

L'établissement bénéficie dans son secteur d'implantation de deux bornes incendie n° 68 et 70 situées respectivement immédiatement à l'entrée du site et à 250 mètres par la voirie. L'exploitant s'est assuré auprès des services techniques de Tours Métropole des débits simultanés délivrés par ces équipements, à savoir 168 m<sup>3</sup>/h et 170 m<sup>3</sup>/h.

L'établissement est par ailleurs équipé :

- de 191 extincteurs régulièrement répartis sur l'établissement,
- de robinets d'incendie armés (RIA) régulièrement répartis sur le site, permettant de satisfaire aux obligations ci-dessus : 13 au niveau du bâtiment le plus ancien, 14 au niveau du bâtiment le plus récent,
- d'un système de sprinklage couvrant l'intégralité des bâtiments et des installations, constitué d'une réserve intérieure de 60 m<sup>3</sup> et de 3 réserves extérieures de 436 m<sup>3</sup> chacune, soit un volume d'eau pour l'intervention en cas d'incendie de 1368 m<sup>3</sup>.

L'établissement comporte également des réserves de sables pour l'absorption de pollution mineure régulièrement répartis au sein de l'établissement.

<p>=&gt; Ces éléments d'information permettent de satisfaire les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ci-dessus. Néanmoins, le projet d'optimisation et de modernisation de l'établissement porté par l'exploitant nécessite de mettre à jour les volumes d'eaux requis pour l'intervention en cas d'incendie par la réalisation d'une étude D9 en s'appuyant sur le guide technique de l'Ineris ou tout référentiel équivalent.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

#### N° 10 : Capacités de rétention des eaux d'extinction d'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.II.1.1.b</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Capacités de rétention des eaux d'extinction d'incendie</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Si les 6 exutoires des eaux potentiellement polluées et non polluées du site sont tous équipés d'une vanne guillotine, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la capacité des installations de l'établissement à mettre en rétention l'ensemble des eaux potentiellement polluées lors d'un sinistre, notamment les eaux d'extinction d'incendie. Les études et travaux à réaliser en conséquence seront repris au travers du porter à connaissance traitant des modifications projetées de l'établissement. ce dernier sera adressé au préfet consécutivement comme indiqué ci-dessus.</p> <p>=&gt; L'exploitant doit déterminer le volume d'eau à confiner sur le site en cas d'incendie au travers d'une étude D9A s'appuyant sur le guide technique de l'Ineris ou tout référentiel équivalent, et déterminer les travaux nécessaires à réaliser le cas échéant, tout en communiquant à l'inspection un échéancier de mise en oeuvre.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées</p>

un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 11 : Entretien et contrôle (vannes d'obturation des réseaux)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien et contrôle (vannes d'obturation des réseaux)
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les matériels de sécurité et de secours sont régulièrement entretenus pour être en état permanent de fonctionnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le réseau d'évacuation des eaux comporte 6 exutoires tous équipés d'une vanne guillotine. Le fonctionnement de la vanne guillotine située à proximité du local TGBT a été testé lors de la précédente inspection. Si le dispositif fonctionnait correctement, ce dernier ne pouvait pas jouer son rôle de manière satisfaisante dans la mesure où le regard accueillant cet équipement comporte également deux canalisations dont une était détériorée et percée. Il a été constaté que cette canalisation a été réparée. Le fonctionnement de la vanne guillotine a de nouveau été testé sans appeler de remarque particulière. le test s'est révélé concluant. La vanne guillotine immédiatement plus au sud a également été testée. Sa mise en oeuvre s'est également opérée correctement.</p> <p><b>=&gt; Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Entretien et contrôle (moyens d'intervention en cas d'incendie)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien et contrôle (moyens d'intervention en cas d'incendie)
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les matériels de sécurité et de secours sont régulièrement entretenus pour être en état</p>

permanent de fonctionnement.
<p><b>Constats :</b></p> <p>La société PENCI est intervenue le 27 septembre 2024 pour assurer la vérification des extincteurs (191 équipements) et une partie des RIA raccordés au réseau d'adduction d'eau potable (bâtiment le plus ancien : 14 RIA). Cette vérification a conclu à l'existence de 7 anomalies concernant les RIA.</p> <p>L'autre partie des RIA (bâtiment le plus récent), alimentés par la réserve d'eau associée au système de sprinklage, a fait l'objet d'une vérification le 21 septembre 2024 par la société UXELLO. Cette vérification a conclu à l'existence d'une anomalie concernant les RIA (13 au total). L'installation de sprinklage est par ailleurs vérifiée semestriellement par la société UXELLO (dernière intervention du 10 septembre 2024). Trois actions de mise à niveau ont été identifiées lors de ce contrôle.</p> <p>Si les actions correctives attendues suite à ces anomalies n'ont pas encore été engagées, les différents équipements restent fonctionnel en l'état.</p> <p><b>=&gt; Des actions correctives doivent être engagées pour la remise à niveau du parc extincteur, des RIA, et du système de sprinklage.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 13 : Identification des produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.II.1.2 et 2.VIII.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification des produits dangereux
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art 2.II.1.2 : A l'intérieur des installations, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p> <p>Art. 2.VIII.1.5 : A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles sont</p>

indiqués de façon très lisible le ou les numéros de symboles de dangers correspondants aux produits stockés.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente inspection réalisée en 2022, les déchets stockés à l'extérieur, au nord de l'établissement, bien que sous auvent et sur rétention, n'étaient pas identifiés.</p> <p>Si l'exploitant a engagé et réalisé des actions d'identification de ces stockages par l'affichage de leur nom/type de produit usuel, il convient de le compléter par les symboles de danger associés.</p> <p><b>=&gt; L'affichage des déchets stockés à l'extérieur, au nord de l'établissement, ne comporte pas, pour chacun des produits stockés, les symboles de dangers associés.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 14 : Capacités de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.II.1.1.a
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Capacités de rétention
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</li> </ul> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> </ul>

- dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

**Constats :**

Les stockages de produits observés lors de l'inspection sont associés à une capacité de rétention correctement dimensionnée.

La station de stockage des encres a notamment été retravaillée.

**=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.**

**Type de suites proposées :** Sans suite